



ACEFOR | PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE DES ENTREPRISES PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

SECTEUR : FORMATION AGRICOLE ET RURALE (FAR)

• Données contextuelles

Au Mali, le secteur agricole occupe 50% de la population active et contribue au PIB du pays à hauteur de 30%. Si les secteurs secondaire et tertiaire emploient une part moins importante des actifs (20% chacun), ils concourent respectivement à 21 et à 36% du PIB et jouent un rôle déterminant dans la croissance du pays. Néanmoins, la compétitivité des entreprises maliennes reste faible en raison notamment d'un faible niveau d'investissement privé et du manque d'adéquation entre les compétences disponibles et les besoins du marché de l'emploi.

Aussi, l'agriculture malienne représente un potentiel important principalement localisé dans le sud du pays (zone cotonnière) et dans le delta intérieur du Niger (périmètres rizicoles et élevage). Les régions de Sikasso et de Ségou concentrent une bonne partie de ce potentiel agricole, auquel l'évolution récente de la demande de produits agricoles et alimentaires à l'échelon local et international ouvre a priori de nouvelles perspectives favorables. Ces deux régions sont en outre parmi les plus peuplées du Mali avec une croissance démographique forte et une population jeune très importante. Elles sont également caractérisées par un bon niveau d'organisation des professions agricoles et par des appuis passés d'alphabétisation des adultes et de formation des agriculteurs. La forte densité de population dans ces deux régions induit également une forte demande de formation et d'emplois.

Or, la formation professionnelle (FP) souffre d'une offre très inégalement répartie sur le territoire, principalement en zone urbaine, reposant essentiellement sur le secteur privé et sur des filières tertiaires à faible valeur ajoutée (bureautique, comptabilité, secrétariat), ce qui ne répond que partiellement aux besoins du marché de l'emploi malien. La question de la qualité des formations dispensées se pose également (effectifs des classes surchargés, équipements obsolètes, formateurs insuffisamment formés). Cette situation est défavorable aux progrès de productivité, à la diversification économique et à l'emploi des jeunes, notamment en zones rurales, au moment même où le contexte mondial ouvre à l'agriculture malienne de nouvelles perspectives de développement.

• Finalités et objectifs d'ACEFOR

La finalité du projet est d'améliorer l'employabilité des jeunes et la compétitivité des entreprises des secteurs formel et informel par une offre de formation professionnelle adaptée au marché du travail. Les objectifs spécifiques du projet sont de : (i) diversifier l'offre de formation dans deux régions, Sikasso et Ségou, pour répondre aux besoins de l'économie locale et du marché du travail ; (ii) améliorer la qualité de l'offre de formation par l'implication de divers acteurs, entre autres, des professionnels ; (iii) contribuer à une amélioration des services en régions en faveur de l'emploi.

• Résultats & impacts attendus

Le projet permettra la construction de deux centres de formation. Chaque centre aura pour vocation à la fois de (i) proposer une offre de formation complémentaire à l'offre existante dans des filières mal couvertes (formations initiales qualifiantes et continues), (ii) proposer des services transversaux utiles aux autres acteurs de la formation professionnelle en région (centre de ressource, veille économique, mise en réseau des acteurs...)

DONNEES CLES DU PROGRAMME ACEFOR

Pays bénéficiaire	Mali
Division technique	EDU
Financements	5M€ Subvention ; 4M€ Prêt
Réf. Convention	CML1297
Durée	8 ans (2013-2021)

PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

- Définition de l'offre de formation à mettre en place pour chacun des deux centres
- Elaboration des référentiels de formation
- Dimensionnement des centres à construire et études architecturales
- 1 000 jeunes ont bénéficié de formations courtes qualifiantes (métiers du BTP)

• Structuration du projet ACEFOR

Le projet comporte 5 composantes complémentaires :

1. Développement des services mutuels d'appuis aux acteurs de la formation en région

L'objectif est de proposer des services transversaux aux acteurs professionnels en région à travers notamment la création de centres de ressources, en réalisant de la veille économique et en mettant en réseau les acteurs.

2. Mise en place d'une nouvelle offre de formation aux métiers ruraux porteurs

Cette composante doit permettre de créer une nouvelle offre de formation sur les métiers ruraux identifiés comme porteurs (maintenance industrielle, métiers de l'eau, transformation et valorisation de la production...). Les activités sont centrées sur la définition des profils des jeunes, les référentiels de formation, la formation des enseignants et personnels d'encadrement.

3. Appuis institutionnels et partenariats

A travers ces activités, il est envisagé de contribuer au renforcement des capacités des acteurs et structures en charge de la formation professionnelle aux niveaux central et régional, en vue de la structuration de ce sous-secteur. Les acteurs principalement ciblés sont les Conseils régionaux, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et leurs Directions régionales de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, les services d'aide à l'emploi, etc.

4. Infrastructures et équipements

Cette composante doit permettre la construction et l'équipement des deux centres de formation dédiés aux métiers ruraux (quatre filières de formation). Ces centres sont implantés à Ségou et Sikasso.

5. Formations professionnelles courtes

Cette composante permet d'offrir aux jeunes déscolarisés et déplacés des formations courtes de six à neuf mois, dans les métiers du BTP, filière dans laquelle de fortes demandes de main d'œuvre qualifiée sont exprimées dans toutes les régions du pays. Ces formations sont élargies aux métiers agro-pastoraux en 2018.

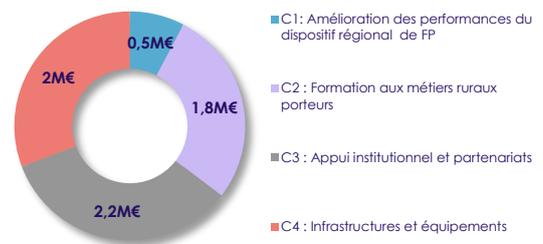
• Mode opératoire

Le projet ainsi que ses composantes, sont mis en œuvre par le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Seule la mise en œuvre de la composante 4 est rétrocédée aux Conseils régionaux. Un comité de pilotage du projet et le Conseil d'Administration des Centres de Formation Professionnelle, composés de l'ensemble des acteurs concernés par la FP et les filières développées dans une logique de partenariat public-privé, sont aussi mis en place.

• Financement

Le projet est financé en subvention à hauteur de 5 millions d'euros. Afin de compléter la subvention, un prêt concessionnel de 4 millions d'euros a été accordé à l'Etat malien pour prendre en charge les coûts liés à la composante 4 (infrastructures et équipements).

Répartition du financement



| CONTACTS

Siège de l'AFD à Paris :

Caroline JOLLY
Responsable équipe projet au sein de la
Division EDU
jollyc@afd.fr

Agence de l'AFD à Bamako :

Hamadou DICKO
Chargé de projets Education et Formation
professionnelle
dickoh@afd.fr